

HARAMATA



No. 45, décembre 2003

*Endiguer le d clin du
pastoralisme en Europe*
pages 18 — 19





DANS CE NUMERO No. 45 décembre 2003

	INFOS	3
	Le pastoralisme et redressement économique du Kenya • Nouvelle nomination au sein du CSAO • L'après Praia+9 • L'opinion des citoyens ougandais sur la décentralisation • Semaine des Pasteurs du Kenya	
	PROFIL	6
	ACORD en Afrique	
	RECHERCHE : ORDRE DU JOUR	8
	Un bon niveau d'études est-il synonyme d'emploi en Tanzanie ? • Des communautés ghanéennes s'impliquent dans la politique commerciale	
	ARTICLE	10
	La pauvreté au Sahel, un horizon figé ?	
	QUESTIONS FONCIERES	16
	Accès aux terres et exclusion des femmes de l'agriculture dans le sud du Niger • Décision de la Cour sud-africaine	
	PROGRAMMES ET DEBATS	19
	Endiguer le déclin du pastoralisme en Europe • Problèmes sociaux et abandon de la transhumance comme moyen de subsistance en Roumanie	

LIVRES 22 ● RESSOURCES 25

Couverture : Chèvres au milieu d'un troupeau transhumant de Mérinos d'Arles dans le sud-est de la France.
Photo : Sally Huband

Editorial

Atteindrons-nous les Objectifs de développement du millénaire ?

La plupart des articles de ce numéro touchent l'exclusion des pauvres et des populations marginalisées du processus de prise de décision. Même les importants documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP) font trop souvent appel des intermédiaires et omettent de distinguer entre les besoins disparates de différents groupes, si bien que les plus pauvres ne participent que très peu, voire pas du tout, à la création des politiques censées les sortir de leur pauvreté.

Nous disposons désormais des Objectifs de développement du millénaire (ODM) certes ambitieux mais tangibles. Ils promettent d'améliorer l'accès à l'eau, de réduire la mortalité maternelle et infantile, de promouvoir la scolarisation des enfants et de réduire de moitié le nombre des victimes de la faim et de la pauvreté d'ici 2015.

Atteindre les ODM nécessite de modifier de nombreux aspects du comportement des gouvernements, des bailleurs de fonds et même des ONG. Ainsi, de nombreux bailleurs ont opté pour un soutien principalement budgétaire et ont abandonné des formes plus directes d'intervention. Il semble justifié de fournir de l'aide par le biais de mesures macro-économiques, des initiatives complémentaires s'imposent au niveau local. Les ONG et la société civile ont un rôle crucial à jouer dans ce sens mais leurs intérêts sont bien souvent contradictoires. Comment agir ensemble pour renforcer l'efficacité des processus locaux ?

Les expériences passées prouvent que les approches par le haut centralisées en matière de planification, de prestation de services et de gestion foncière ont échoué. Malgré les défis d'une approche au niveau local, elle est la seule option possible pour espérer atteindre les ODM. Mais elle exige un engagement ferme de la part des pouvoirs publics, des bailleurs partenaires et de la société civile sur une période relativement longue pour bâtir les compétences, indispensables pour rendre l'administration locale responsable et efficace.

Le pastoralisme et redressement économique au Kenya

Le gouvernement du Kenya a récemment lancé sa Stratégie de redressement économique pour la prospérité et la création d'emplois 2003-2007. La stratégie annonce une série de mesures destinées à améliorer le niveau de vie des Kenyans.

Le chapitre 8 du plan est axé sur les zones arides et semi-arides (ASA). Il reconnaît l'importance du pastoralisme en tant que système de subsistance qui représente 50 % du cheptel kenyan. La stratégie reconnaît également que les populations de ces régions sont confrontées à une extrême pauvreté, à un faible accès aux services sociaux de base, à des infrastructures médiocres et à la perte de leurs terres au profit de réserves sauvages, d'installations militaires et de terrains d'exercice.

Le gouvernement s'est engagé à attaquer ces problèmes en favorisant le développement du secteur de l'élevage y compris la commercialisation, le développement des services liés à l'eau et la lutte contre les maladies. On se réjouit de constater que la position adoptée par le gouvernement NARC se démarque des expériences antérieures de marginalisation des pastoralistes dans le développement national. Toutefois, le gouvernement doit relever le défi avec la participation des populations des zones ASA en veillant à ce que les améliorations proposées ne les marginalisent pas davantage.

Un domaine crucial de développement concerne l'amélioration des systèmes d'approvisionnement en eau dans des régions jusqu'ici totalement privées de cette ressource. L'eau, clé de la vie dans ces régions, est une ressource souvent à l'origine de conflits. Le choix du site d'un nouveau point d'eau n'est donc pas seulement un problème technique ; il revêt également des implications politiques et juridiques relatives au contrôle de son exploitation.

Pour en savoir plus sur ce thème, consulter www.planning.go.ke

Nouvelle nomination au sein du CSAO

Monsieur Normand Lauzon deviendra Directeur du Secrétariat du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO) en janvier 2004. Anciennement Secrétaire exécutif du FENU New York, il dispose d'une solide expérience de l'Afrique, notamment par divers mandats auprès des bureaux régionaux des Nations Unies, 3 ans en Côte d'Ivoire et 3 ans au Niger. Dans l'intervalle, Mme Sunhilt Schumacher, Directrice adjointe, a occupé les fonctions de Directrice par intérim. Nous adressons à M. Lauzon tous nos vœux de réussite.



L'après Praia+9

Après des mois de préparations, le Forum Praia+9 sur le foncier rural et le développement durable en Afrique de l'Ouest s'est tenu à Bamako du 17 au 21 novembre 2003. Il a réuni des délégués de 16 pays d'Afrique de l'Ouest, y compris des parlementaires, des élus locaux, des représentants des services techniques, des bailleurs de fonds, des ONG, des chercheurs et des groupes de la société civile.

Le Forum a débuté par une session plénière examinant les progrès accomplis dans la mise en œuvre des recommandations adoptées neuf ans plus tôt à Praia. Les deuxièmes et troisièmes jours, les participants se sont répartis en ateliers thématiques afin d'aborder les principaux défis associés au foncier rural en Afrique de l'Ouest, tels que la sécurité foncière, l'équité, la décentralisation, l'intégration régionale et la suite à donner aux conclusions de Praia. Divers groupes d'intérêt, tels que des parlementaires et des élus des gouvernements locaux, se sont réunis séparément afin de changer leurs points de vue sur les relations foncières dans la région. Une assemblée plénière de clôture a adopté une



d clarification qui sera soumise au prochain Sommet des Chefs d Etat et de Gouvernement du CILSS.

Parmi les recommandations nonc es par le Forum figure l élaboration d une Charte fonci re r gionale au fil des prochaines ann es, non ant les principes fondamentaux devant tayer des r gimes fonciers s rs et quitables en Afrique de l Ouest. Tous les documents abord s lors du Forum seront bient t disponibles sur CD-ROM.

Ensuite, il reste voir si le processus Praia+9 recevra un mandat politique ferme l issue du Sommet du CILSS, endoss par diverses autres organisations r gionales telles que l UEMOA et la CEDEAO, afin de travailler la mise en `uvre et au suivi des recommandations strat giques, y compris l élaboration de la Charte r gionale propos e. Le CILSS et ses partenaires se r uniront nouveau en f vrier 2004 afin d envisager la mani re de faire avancer le processus.

Pour obtenir un complment d information sur le processus Praia+9, consulter le site officiel du Forum : www.cilssnet.org/prai9

L opinion des citoyens ougandais sur la d centralisation

L exp rience de l Ouganda en mati re de gestion d centralis e des Ressources naturelles et environnementales est relativement r cente. Une politique de d centralisation a t adopt e en 1993 et est devenue effective en 1997 avec l adoption de la Loi sur les collectivit s locales. A pr sent, forte de six ann es d exp rience, l Agence nationale de gestion de l environnement (NEMA) s appr te passer en revue les lignes directrices sugg rant les meilleures pratiques de gestion des ressources disponibles pour les autorit s locales. Cette initiative a incit Environmental Alert, une ONG nationale majeure dans le domaine de l environnement en Ouganda, organiser un dialogue public sur les questions cls et les actions d coulant jusqu ici du processus de d centralisation afin d identifier d ventuelles lacunes.

La rencontre s est tenue en mai 2003 et a r uni 70 personnes repr sentant la soci t civile, l administration et le secteur priv . Suite un discours d ouverture et une contribution par un intervenant officiel, la parole a t donn e aux participants afin d entamer le d bat.

Les points saillants de la discussion taient :

La planification elle seule ne suffit pas ! S il existe des plans d action environnementaux, relativement peu de fonds sont allou s la gestion des ressources naturelles par les autorit s locales. Le processus de planification est pilot par les directives de l administration centrale, lesquelles manquent de souplesse et ne s attachent pas suffisamment pauler les collectivit s locales laborer des programmes adapt s aux priorit s et aux besoins locaux.

De graves obstacles une gestion durable des ressources. Les communaut s locales ne sont pas investies des pouvoirs n cessaires pour prendre des d cisions vitales quant l utilisation des ressources, notamment par des tiers. Ceci tient en partie au fait qu elles sont encore bien souvent catalogu es par l Etat comme gaspilleurs de ressources et non comme gestionnaires de ressources . La fr quence de rotation des titulaires de poste au niveau des autorit s locales est un autre facteur qui bride une planification et une utilisation durables des ressources ; les fonctionnaires s int ressent davantage aux b n fices court terme, bien souvent aux d pens de l environnement. La forte pauvret rurale force souvent les communaut s opter pour des activit s non propices une gestion durable.

Manque de m canismes effectifs garantissant que les lus locaux rendent compte aux communaut s. De ce fait, des lites de l administration locale et nationale (souvent des politiciens et hommes d affaires) abusent de leurs pouvoirs pour glaner des b n fices rapides mais souvent nuisibles l environnement.

Manque de coordination et de subsidiarit . Bien que chaque district,



comté et région dispose de son propre plan de gestion de l'environnement, ces plans sont conçus en autarcie et ne sont pas harmonisés pour veiller à une gestion cohérente des ressources communes, telles que l'eau et les forêts. La gestion des bassins versants ou les litiges transfrontaliers liés à la gestion des ressources ne sont pas traités correctement. Ainsi, l'abattage des

arbres sur le Mont Elgon aura une incidence sur la fréquence des bouleversements de terrain et sur le niveau d'érosion, ce qui entraînera l'envasement du Lac Kyoga, puis une dégradation de la quantité et de la qualité de l'eau, et affectera enfin la survie des poissons et autres organismes aquatiques. La propension de l'environnement à de telles réactions en chaîne n'est pas suffisamment reconnue.

Au cœur de toutes ces préoccupations réside la question des relations de pouvoir entre l'État, les autorités locales, le secteur privé et les citoyens ougandais.

La décentralisation ne peut pas survenir du jour au lendemain. Ce n'est pas non plus une simple question de cadres institutionnels, bien que ces derniers soient importants afin de limiter les primats de l'exercice du pouvoir. C'est un processus qui exige des dirigeants qui sachent déléguer les responsabilités aux niveaux adéquats et au bon moment, et que les mécanismes de contrôle soient en place pour éviter un abus de pouvoir par des tiers. Cela implique aussi que les communautés et leurs représentants apprennent à mener la barque de manière responsable et quitte. Le renforcement des capacités des groupes communautaires pour qu'ils sachent saisir les opportunités qui s'offrent à eux et pour qu'ils jouent un rôle déterminant dans les

orientations du processus de décentralisation en Ouganda revêt une importance cruciale afin que la gouvernance démocratique des ressources naturelles ougandaises soit plus que la simple rhétorique qu'elle semble être aujourd'hui.

Pour en savoir plus sur le dialogue public ou les activités d'Environmental Alert, vous pouvez consulter son site www.entalert.org (en anglais) ou contacter : Environmental Alert, PO Box 11259, Kampala, Ouganda. T.l. : +256 41 510215. Email : entalert@entalert.org

Semaine des Pasteurs du Kenya

Nairobi a fêté la Semaine des pasteurs du Kenya du 1er au 6 décembre 2003. Organisés par le Centre de développement des droits des minorités (CEMIRIDE) en association avec le Groupe parlementaire des pasteurs et le Réseau des minorités ethniques nomades pratiquant la chasse et la cueillette, les célébrations ont duré toute la semaine et ont regroupé des pasteurs des quatre coins du Kenya mais aussi d'Ouganda et de Tanzanie. Ce fut une célébration du mode de vie pastoral mais aussi l'occasion d'une profonde réflexion sur les défis auxquels sont confrontés les pasteurs kenyans d'aujourd'hui.

Tout au long de la semaine, les préoccupations et les problèmes qui se posent aux pasteurs ont été peints l'ensemble de la communauté par le biais d'expositions quotidiennes mêlant des pièces de théâtre et des représentations de danse, des expositions et des défilés de mode. Parmi les principales recommandations ayant émergé de l'événement figurent le besoin pour le gouvernement d'adopter une approche intégrée - vis-à-vis de la planification du développement pastoral qui sache impliquer tous les secteurs et toutes les disciplines, de même que la nécessité de mettre les zones pastorales sur un pied d'égalité avec le reste du pays.

Pour obtenir plus d'informations sur la Semaine des pasteurs et les futurs projets analogues, contacter Yobo Rutin au CEMIRIDE par email : yobo_cemiride@hotmail.com

Article de Nickson Ochieng Orwa, RECONCILE.

ACORD en Afrique

L'Association de coopération et de recherche pour le développement (ACORD), ONG internationale qui travaille avec certaines des communautés les plus vulnérables d'Afrique subsaharienne, a récemment décidé de modifier son approche stratégique afin de veiller à ce que son plan d'action soit davantage piloté par l'Afrique. Elle a été fondée dans les années 1970 par un groupe d'ONG de l'hémisphère nord, comprenant Oxfam et Novib, afin de travailler dans les régions qui chassaient aux travaux des ONG existantes. ACORD est maintenant opérationnelle dans 20 pays d'Afrique et a déplacé son siège et tous ses programmes de Londres à Nairobi suite à un processus de restructuration sur quatre ans. Le nouveau directeur exécutif d'ACORD, Kamal Singh, activiste sud-africain ayant milité dans le mouvement anti-apartheid et travaillé au sein du Groupe de Participation de l'Institut d'Études du Développement de l'Université de Sussex, explique la vision de l'organisation.

Les événements du 11 septembre 2001 et, plus récemment, les délibérations lors de la Conférence ministérielle de l'OMC à Cancun, nous ont rappelé avec force que notre monde n'est pas monolithique mais divisé en deux zones géopolitiques distinctes caractérisées par des inégalités flagrantes. Alors que la guerre contre le terrorisme se renforce et que l'expérience de Cancun est reléguée au passé, l'origine de ces inégalités a été clairement mise en évidence, savoir celle d'une puissance mondiale, indiquant qu'il est indispensable de trouver une alternative.

Les règles et les pratiques des tout-puissants à l'échelle locale,

régionale, nationale et internationale font l'objet d'un examen de plus en plus rigoureux. Les défis lancés à l'OMC, la Banque mondiale et au FMI, aux gouvernements non démocratiques, aux ONG irresponsables et aux élites locales s'intensifient. Si le processus de mondialisation accroît les inégalités, il n'est pas sans rencontrer d'opposition pour autant. Toutefois, un effort beaucoup plus concerté s'impose en Afrique.

Au fil de ses 25 années de travail en Afrique, ACORD s'est axée sur les questions concernant les populations les plus marginalisées dans les zones les plus défavorisées du continent. Elle a réussi à forger des relations solides et à mettre au point des méthodologies novatrices par le biais de ses interventions discrètes et persistantes dans des domaines tels que le micro-crédit, la sécurité alimentaire, la résolution des conflits, le renforcement des capacités et le soutien aux réfugiés dans une vingtaine de pays. Néanmoins, après une réflexion, l'organisation a pris conscience du fait que ses travaux s'étaient davantage axés sur les conséquences que sur les causes de l'injustice sociale et de l'exclusion.

Forte de 25 années d'expérience dans le développement long terme en Afrique et d'une mission nouvellement redéfinie, ACORD est bien placée aujourd'hui pour répondre activement et de façon pertinente au besoin d'une alternative. Étant, au fil des années, restée à l'écart de certaines des populations les plus marginalisées et démunies d'Afrique, ACORD a récemment entrepris de réévaluer son rôle dans le développement et d'établir la meilleure manière de travailler avec ses partenaires dans un contexte mondial en plein changement.

À l'issue de près de 30 années de travail avec des personnes sur le





terrain, nous avons réalisé que, tandis que nos efforts se concentraient sur les conséquences de la pauvreté, les communautés ciblées par notre travail devenaient encore plus vulnérables et la pauvreté continuait d'accentuer de façon dramatique. Par l'analyse détaillée de nos interventions, ainsi que des systèmes globaux et locaux d'exclusion sociale et des conséquences des politiques et pratiques globales sur tous nos partenaires, ACORD se joint à d'autres organisations progressistes qui pensent qu'un autre monde est possible. Notre conclusion est que non seulement un autre monde est possible, mais qu'il doit en être ainsi malgré la mondialisation.

ACORD a maintenant lancé un Programme global qui vient appuyer les populations en marge des sociétés africaines afin de les aider à faire valoir leurs droits et à s'acquitter de leurs responsabilités. Ce programme s'appuie sur l'analyse par ACORD des implications pour l'Afrique de la mondialisation, de la mutation du paysage institutionnel et de l'évolution de la notion même de développement. L'une des principales conclusions de cette analyse est que pour aider les populations exclues d'un point de vue social, économique et politique à se battre contre la discrimination, l'exploitation et la marginalisation, il est nécessaire de se rallier leurs propres efforts afin d'analyser ce phénomène d'exclusion et de le combattre.

La vision que se fait ACORD de la justice sociale est ancrée dans la définition des droits économiques, sociaux et politiques non seulement par les multiples traités, déclarations, conventions, protocoles, chartes et objectifs de développement élaborés au cours du dernier demi-siècle. Reconnaissant que les populations en marge de la société n'ont pas été impliquées dans leur élaboration et n'ont pas non plus reçu des comptes de leurs auteurs quant à leur mise en œuvre, ACORD estime qu'elle se doit de veiller à ce que les intéressés participent désormais ces processus. ACORD entend jouer un rôle dans la réalisation d'une

mondialisation socialement quitable en aidant ceux avec qui elle travaille à développer une analyse plus approfondie des systèmes qui les emprisonnent dans la pauvreté, l'exclusion et la marginalisation, et en aidant à monter des interventions locales, nationales et mondiales en lien avec d'autres actions à travers l'Afrique et le monde.

Consciente de devoir donner le bon exemple, ACORD a reconnu qu'elle avait besoin de repenser sa gouvernance, sa gestion de programme, ses façons de travailler, son financement, ses politiques de communication et de ressources humaines de même que son implantation géographique. Outre le déplacement de son siège de Londres à Nairobi, ses 47 interventions distinctement dissimulées en Afrique ont été consolidées en 10-12 programmes régionaux à portée transfrontalière ; quatre programmes thématiques panafricains (conflits, modes de subsistance, genre et exclusion, et VIH/SIDA) sont en cours de élaboration afin d'établir une réponse cohérente sur la base de recherches, d'analyses et de méthodologies communes. Ces réponses contribuent à la réalisation des Objectifs de développement pour le millénaire universellement adoptés pour la radicalisation de la pauvreté.

Le principal défi qui se pose en Afrique et que ACORD est en train d'exploiter au mieux les atouts de ceux qui vivent en marge de la société pour qu'ils deviennent des citoyens actifs et responsables faisant véritablement partie des mouvements sociaux mondiaux et africains qui non seulement s'attaquent aux racines de l'injustice mais s'ouvrent également à la création d'alternatives viables à la forme et aux processus actuels de mondialisation.

Kamal Singh, Directeur ex cutif, ACORD, ACK Garden House, PO Box 61216-00200, Nairobi, Kenya. Fax : +254 (20)2721166. Pour de plus amples informations, contacter info@acordnairobi.org ou consulter le site web www.acord.org.uk (en anglais).

Un bon niveau d'études est-il synonyme d'emploi en Tanzanie ?

*O*ui, quoique cela dépend semble être la réponse d'une étude récente réalisée dans le cadre d'un projet de recherche de l'Institut d'Études du Développement qui visait à évaluer les conditions d'éducation supérieure et d'emploi des élèves en fin de cycle secondaire et des diplômés universitaires de quatre pays d'Afrique (Malawi, Tanzanie, Ouganda et Zimbabwe). Dans l'ensemble, les résultats sont bien meilleurs qu'on ne s'y attendait, mais il ne faudrait pas tomber dans la complaisance. Même si il est généralement admis que le système éducatif africain est bien malade et qu'un bon niveau d'études n'est nullement synonyme d'emploi, le projet a démontré que les taux de chômage ou de sous-emploi étaient plus faibles qu'on ne s'y attendait parmi les diplômés universitaires et les élèves tanzaniens en fin de scolarité.

La recherche effectuée en Tanzanie a retracé la carrière professionnelle de deux échantillons de 500 élèves en fin de scolarité (500 élèves ayant achevé leur cycle secondaire (Classe IV) en 1990 et 500 autres en 1995), de même que 500 diplômés universitaires ayant décroché leur licence en 1980, 1987, 1994 ou 1999.

Les résultats sont tout fait encourageants, 82 % des élèves du cycle 1990 et 65 % de ceux du cycle 1995 ont trouvé un emploi au moment de leur entrée en 2001 (dont une proportion légèrement supérieure de salariés que de travailleurs indépendants). La recherche a examiné les différences dans les types d'emploi obtenus par les diplômés universitaires et les jeunes gens ayant fini leur scolarité afin de voir si ce mode avait changé au fil du temps. Parmi les élèves en fin de cycle, plus d'hommes que de femmes sont devenus travailleurs indépendants ; en revanche, plus de femmes que d'hommes ont trouvé un poste d'emploi.

L'étude révèle également des différences entre les diplômés

universitaires et les élèves en fin de cycle. Parmi les diplômés universitaires des années 1980 ou 1990, très peu ont trouvé leur compte. Toutefois, alors que les étudiants ayant obtenu leur diplôme dans les années 1980 travaillent plutôt dans la fonction publique (administration centrale), les lauréats des années 1990 sont généralement embauchés dans des organismes para-publics ou privés comme ingénieurs, médecins ou cadres commerciaux. Environ 30 % de tous les élèves en fin de cycle sont devenus travailleurs indépendants, avec une plus grande proportion d'hommes que de femmes. C'est le monde des affaires qui attire le plus de candidats (64 %), suivi de la coiffure, l'agriculture et la confection de vêtements. Le pourcentage de diplômés universitaires et d'élèves en fin de scolarité au chômage est relativement faible, quoiqu'une tendance préoccupante se dégage. Si aucun des diplômés universitaires des années 1980 n'a trouvé un emploi au moment de leur entrée en 2001, 10 % de ceux ayant obtenu leur diplôme dans les années 1990 étaient sans emploi. Une tendance analogue ressort parmi les élèves en fin de cycle, le taux de chômage valant 5 % et 12 % pour les élèves ayant quitté l'école au début des années 1990 et ceux ayant quitté l'école en 1995, une plus forte proportion des sans-emploi tant des hommes.

Une conclusion majeure de l'étude souligne que les politiques tanzaniennes en matière d'éducation (et autres) ont besoin de réagir à la baisse du nombre d'emplois dans le secteur public. Il faut chercher à encourager les étudiants des compétences dont ils auront besoin pour monter leur propre entreprise, tout particulièrement dans les domaines de forte croissance, et employer une plus grande proportion de la main-d'œuvre qu'aujourd'hui. Ainsi, même si cette étude brosse un tableau beaucoup plus optimiste qu'on aurait pu le penser, il reste beaucoup à faire pour que le système éducatif tanzanien soit capable de répondre aux besoins présents et futurs du pays en matière d'emploi.

Pour tout complément d'information, consulter le site www.ids.ac.uk/ids/pvt/pveduc.html ou contacter IDS, University of Sussex, Brighton BN1 9RE, Royaume-Uni. Email : ids@ids.ac.uk. Tél. : +44 (0) 1273 606261.

Des communautés ghanaises impliquent dans la politique commerciale

Qui devrait concevoir les politiques commerciales et pourquoi ? Une étude de Christian Aid et de ses partenaires au Ghana a rouverte le principe selon lequel l'élaboration des politiques commerciales est l'apanage des technocrates et des experts. En collaboration avec des agriculteurs et des ONG, une approche novatrice a été mise sur pied pour la conception de politiques commerciales.

Cette approche examine comment les agriculteurs de petite envergure, les commerçants et les consommateurs de produits agricoles peuvent s'impliquer dans l'élaboration d'une politique commerciale et elle envisage la différence que pourrait faire cette participation accrue.

Des approches participatives ont été adoptées afin d'encourager les participants à parler des changements clés qu'ils souhaiteraient voir introduits. Des interviews, groupes de discussion, entretiens semi-structurés et exercices participatifs, tels que le classement des priorités, se sont déroulés dans six communautés, raison de deux groupes communautaires dans chacune des trois principales zones agricoles du Ghana. Les participants étaient composés de groupes mixtes d'agriculteurs, réunis de concert par des ONG locales et des anciens du village. Des interviews ont été menées avec des commerçants, des hommes d'affaires et des consommateurs dans les centres commerciaux environnants. Il a été demandé aux participants de débattre des points suivants :

- obstacles rencontrés lors de l'achat ou la vente de leurs produits
- politiques qu'ils souhaiteraient changer en priorité
- acteurs et politiques offrant le plus de potentiel pour améliorer leurs conditions de vie.

L'implication de personnes généralement tenues à l'écart des discussions sur les politiques commerciales a engendré des résultats qui

remettent largement en question la sagesse des systèmes conventionnels. Les recherches montrent qu'il est fort probable que le point de vue des pauvres soit très différent de celui des dirigeants et elles ont débouché sur trois conclusions stratégiques majeures :

L'importance de l'intégration d'une analyse des risques et de la vulnérabilité dans les questions liées au commerce et à la pauvreté. Toute politique commerciale véritablement conçue dans l'intérêt des pauvres (agriculteurs, commerçants ou consommateurs) viserait avant tout à réduire les risques auxquels ils sont confrontés.

Les liens entre les facteurs nationaux et internationaux quant à la manière dont les agriculteurs, commerçants et consommateurs vivent l'incidence de toute politique commerciale. Si l'objectif de la politique est la réduction de la pauvreté, veiller au fonctionnement efficace des marchés nationaux devrait avoir priorité sur une parfaite intégration dans les marchés internationaux.

Les similitudes dans la manière dont le commerce régional et international affecte les communautés les plus pauvres et les plus vulnérables. Les participants à cette étude n'ont guère semblé faire de distinction entre les marchés régionaux et internationaux en termes de risques et d'avantages.

Les pauvres peuvent non seulement analyser l'incidence des politiques sur leur vie quotidienne mais aussi concevoir des idées nouvelles pour des changements d'orientation qui amélioreraient leur situation. Les dirigeants et analystes politiques qui souhaitent se servir de la politique commerciale comme d'un outil de développement et de réduction de la pauvreté devraient intégrer de façon plus directe les points de vue des pauvres dans leurs travaux, non seulement au moment d'identifier les objectifs stratégiques mais aussi lors de la conception des politiques destinées à les atteindre.

Cet article est basé sur un rapport de Christian Aid intitulé Talking Trade: Communities making trade policy in Ghana. Pour un complément d'information, contactez Claire Melamed par email : cmelamed@christian-aid.org

La pauvret au Sahel, un horizon fig ?

Les m canismes pr n s par le Cadre de d veloppement int gr de la Banque mondiale peuvent-ils avoir une incidence sur la pauvret dans les pays sahiens ? Sont-ils la seule option possible ?

Les mesures et les indicateurs adopt s afin d laborer une Strat gie de r duction de la pauvret (SRP) dans chaque pays peuvent-ils cerner la r alit d une vuln rabilit g n rale syst mique ? Cette vuln rabilit est-elle en passe de cro tre ou de se propager au lieu de se stabiliser du fait de l int gration dans les march s mondiaux ?

Les processus de planification et de budg tisation requis pour l laboration et la mise en `uvre d une SRP dont l approbation est une condition pr alable l all gement de la dette peuvent-ils vraiment refl ter les politiques et la pauvret , telles qu elles sont v cues ou pratiqu es dans les pays sahiens et leurs soci t s ? Si ces approches n atteignent pas les objectifs vis s, existe-t-il une autre solution ?

Ces questions n ont rien de nouveau et ont d j fait couler beaucoup d encre mais il est temps de se demander comment les poser de mani re plus pertinente.

Au cours des deux derni res ann es, le Mali, le Niger, le Tchad, le Burkina Faso, le S n gal et la Mauritanie ont tous mis aux point des Documents de strat gie de r duction de la pauvret (DSRP), approuv s et suivis par la Banque mondiale/l Association internationale de d veloppement. Ce sont des pays qui, bien des gards, sont jug s mal plac s pour atteindre les ODM d ici 2015. Tous sont class s comme ayant le point de d part le plus bas selon l Indice de d veloppement humain et tous souffrent de divers autres handicaps profonds tant structurels que conjoncturels. Par cons quent, si l approche SRP et ses m canismes s av rent pertinents et utiles pour cette r gion, ils doivent surmonter un test critique ; sinon, il conviendra de promouvoir d autres approches.

Quelles sont les lacunes de l approche ODM/SRP ?

On retrouve deux principaux types de probl mes dans les nombreuses critiques formul es :

- Faiblesses conceptuelles et m thodologiques dans la d finition et l valuation de la pauvret .
- Faiblesse des notions d appropriation et d *empowerment* dans l approche SRP propos e.

Ces probl mes sont troitement li s. Ne pas prendre en compte comment la pauvret est v cue par ceux qui en sont victimes est li l incapacit d investir v ritablement dans des moyens de lutte. Des statistiques grossi res, r sultant simplement des instantan s obtenus par des sondages de grande envergure, ont peu de chance de r v ler la signification exacte et bien plus cruciale de ces indicateurs de privation, savoir leurs implications en termes de degr e de s curit ou de vuln rabilit .

Ceci vaut que la pauvret soit troitement d finie en termes de revenus (auquel cas il ne s agit que d un aspect de la vuln rabilit), qu elle soit relative ou absolue, ou qu elle soit consid r e au niveau abstrait comme comprenant un ensemble de manques qui entra nent une privation des aptitudes l mentaires selon la formule d Amartya Sen.

Pour aller au-del des chiffres clam s par les DSRP (et de leurs tentatives timor es de produire des d finitions participatives), il faut se glisser dans leur contexte institutionnel, la r gle du jeu pour entrer ou sortir de la pauvret et pour se qualifier ou tre qualifi e pauvre. Or, c est l ce qui manque dans l analyse.

De ce fait, nombre des aspects essentiels de la vuln rabilit r elle, par opposition aux scores obtenus dans des enqu tes sur les revenus ou sur la distance physique s parant un individu d un centre de soins (notion qui est m me pr sente comme assimilable la notion d acc s) deviennent invisibles. Les options de renforcement des moyens de lutte contre les risques et la vuln rabilit , par une plus grande s curit et par

des opportunités d'empowerment des individus utiliser et largir leurs institutions, leurs compétences et leurs capacités d'adaptation, sont le plus souvent exclues des directives. La participation de la société civile à la définition de la stratégie, présente dans les documents comme l'une des conditions imposées par les bailleurs de fonds, intervient uniquement sur invitation.ⁱ

Dans les DSRP, les pauvres sont perçus comme des individus qui attendent que le gouvernement réduise leur pauvreté : ridicule caricature des sociétés sahéniennes qui, au cours des 30 dernières années, ont dû traverser des changements climatiques d'une ampleur encore supérieure à ceux sur le point de les affecter, en croire les prédictions des modèles de réchauffement de la planète — sans parler des autres bouleversements sociaux et politiques.ⁱⁱ

Carences des définitions et de l'analyse

Les données des DSRP sur le revenu et le bien-être des populations du Sahel esquissent les grandes lignes de leurs niveaux actuels de pauvreté. Mais elles le font de façon peu fiable du fait de la médiocrité des définitions et des unités d'analyse, surtout en ce qui concerne le ménage. Dans l'ensemble, il n'y a aucune appréciation de ce qui revêt souvent le plus d'importance, les interactions au sein du ménage et entre les ménages. Il est impossible de dire, sur la base de ces documents, si le portefeuille d'actifs mesuré représente qu'une partie de l'allocation des membres de l'unité. Les ménages pauvres des zones rurales font-ils partie d'un ensemble plus vaste ayant chappé l'enquête, avec des éléments importants dans les zones urbaines et/ou dans d'autres pays, y compris des troupeaux ailleurs, etc. ? Les revenus et autres actifs profitent-ils à tous les membres, jeunes et vieux, hommes et femmes ? Les données SRP ne donnent pas de réponse à ces questions vitales.

Dans une large mesure, l'analyse omet de cerner et de préciser :

- Le dynamisme de la pauvreté : comment et dans quelles conditions (vite et facilement, ou lentement avec bien du mal) les gens

tombent dans la pauvreté ou en sortent.

- Les tactiques et les conditions d'élimination pour ceux qui sont les acteurs ou les spectateurs du jeu de la pauvreté, de sorte que les groupes ou les régions qui se voient qualifiés de pauvres ne sont pas toujours les plus mal lotis, alors que bien d'autres, plus marginalisés, peuvent disparaître complètement de l'analyse.
- L'échelle et la localisation précise des nombreuses composantes de ce problème complexe : des zones différentes ayant des ressources, des historiques et des sociétés disparates ont des profils de pauvreté très différents qui ne correspondent à aucune catégorie (ni urbaine, ni rurale, etc.).
- Les stratégies véritablement susceptibles de réduire la pauvreté sont absentes car l'analyse n'aborde jamais la pauvreté comme une condition engendrée par une exploitation et une appropriation injustifiées ; et elle ne la traite pas suffisamment comme tant pilotée par des facteurs agissant en dehors du contexte national (dans le cas du Sahel, le sort d'une Afrique de l'Ouest plus vaste au sein de l'économie mondiale).

De ce point de vue, quelles sont les particularités des pays sahéniens ?

Ces critiques rencontrées dans les DSRP sont désormais monnaie courante. S'appliquent-elles à l'engagement envers les pays sahéniens et en quoi l'affectent-elles ? Nous pouvons identifier certaines des caractéristiques qui sont les plus susceptibles d'affecter un diagnostic de pauvreté au Sahel et de limiter sa pertinence :

- la variabilité extrême des conditions climatiques qui entraîne un risque élevé de déficit de production et ses conséquences, risque le plus souvent partagé par la majorité des habitants ;
- le fait qu'en termes absolus et d'un point de vue mondial, la pauvreté, quelle que soit la définition adoptée, y est si répandue : de sorte que

la majeure partie de la population de tous les pays (sah liens, typiquement 50—75 %), est tr s vuln rable au risque de d nuement et, m me dans des circonstances normales, sera beaucoup plus susceptible de mourir d une maladie facilement gu rissable, d tre illetr e, etc. ;

- forte d pendance vis- -vis du succ s ou de l chec de l conomie (et, comme l ont r cement d montr les v nements en C te d Ivoire, l gard de la stabilit /l instabilit politique), dans la r gion plus vaste de l Afrique de l Ouest ;
- forte d pendance l gard de la production d levage, et par cons quent, vuln rabilit aux crises et lenteur de la repriseⁱⁱⁱ ;
- capacit historiquement tr s faible (mais dans certains cas, croissante) d exiger la transparence des priorit s gouvernementales et de forcer les organes de l Etat rendre des comptes ;
- une foule d institutions et de capacit s, qui op rent le plus souvent en marge du discours officiel du d veloppement et du processus politique moderne (formes coutumi res d autorit , traditions et savoir-faire anciens en termes de mobilit et d adaptation, m canismes pour le maintien de la paix, techniques de gestion de l entreprise familiale, etc.). Les transformations ou d formations de ces potentiels afin de les moderniser sont ambigu s et les processus favorables leur prise en compte sont hasardeux et contest s ;
- omnip r sence souvent chaotique d une aide ext rieure tous les niveaux (en 1998, les conclusions de l examen du Club du Sahel apr s 20 ann es d aide dans la r gion n ont rien trouv de mieux que de pr coniser aux bailleurs une politique de retenue). Ceci a introduit nombre de distorsions dans les r actions locales la pauvret end mique et n a fait que perp tuer un catalogue partial et non fond de d gradation universelle et d appauvrissement g n ral des fins de collecte de fonds, lequel s est finalement gliss dans les perceptions locales.

L examen des DSRP du Mali, du Burkina Faso, du S n gal, du Niger, du Tchad et de la Mauritanie met en lumi re maints exemples d impasses sur lesquelles ont d bouch ces documents.^{iv}

Il existe quelques diff rences dans la fa on dont les donn es ont t recueillies et dans la m thodologie d analyse des probl mes, ce qui sugg re un certain degr d appropriation nationale. Toutefois ces disparit s sont largement occult es par les similitudes — l adoption syst matique de petits groupes d action ou de comit s directeurs afin d endosser les d finitions du probl me et une d pendance l gard des ONG (organisations nationales ou internationales bien tablies) pour agir en guise de facilitateurs charg s d inviter les pauvres se rallier au groupe ou de parler leur place.

Quel type de diagnostic fonctionnerait mieux ? Comment travailler des r ponses sur les tendances et perspectives de la pauvret au Sahel ?

Ce qu il faut, c est une analyse qui tienne compte de l historique et du sens des choses au lieu d tre bas e sur des statistiques ponctuelles. Le cadre qui serait sans doute le plus utile serait celui d un contexte plus vaste : une transformation hautement dynamique vers une conomie de march dans tous les pays sah liens ; une mani re de d finir diff rentes trajectoires selon diff rents contextes, et d identifier quel endroit se trouveront vraisemblablement les gagnants et les perdants.

Un certain nombre de travaux de caract re g n ral et un nombre croissant d tudes sp cifiques fournissent tout au moins certains de ces l ments.

Louvrage de J. Iliffe, *The African Poor. A History*, fait une distinction entre la pauvret structurelle et conjoncturelle :

En g n ral, les pauvres structurels de l'Afrique sub-saharienne pr coloniale taient ceux qui n avaient pas acc s au travail ; la pauvret structurelle d coulant de la raret des terres est apparue plus tard et lentement (la grande transition qui a domin l histoire des

pauvres sur tous les continents). La pauvret conjoncturelle due l'inscurit (climatique, politique) a davantage volu. Finalement, la famine pidmique de tous sauf les riches a c'd la place la sous-nutrition endmique pour les tr s pauvres.

Dans *Poverty in Burkina Faso*, Sten Hagberg insiste sur une analyse qui est :

- *contextuelle*, car les perceptions et les moyens de survie des pauvres doivent tre pris au srieux, par ex. le besoin d'apprcier l'investissement en ressources, y compris en temps, du point de vue des biens sociaux et culturels ; et parce que la pauvret est contextuelle en ce sens qu'on peut se qualifier et tre qualifi de pauvre devant un agent officiel mais pas devant un voisin ou parent ;
- *et relationnelle*, car on est toujours pauvre par rapport quelque un d'autre, et la rduction de la pauvret d'pend donc des relations avec les autres : parents, voisins, autorit s et autres institutions.

Son analyse va au-del des statistiques et des strates cumul es de la pauvret pour tenir compte des diff rentes rgions et en particulier du mouvement des gens et des ressources entre ces rgions : la fin de la migration vers le sud-ouest comme mcanisme de lutte contre la pauvret le plus significatif du Burkina, tandis que la fronti re de migration devient satur e ; l'interface de plus en plus bond e et contest e entre agriculture et levage dans le nord semi-aride ; les facettes de l'impuissance de la pauvret urbaine, d'finie par un manque d'acc s aux terres urbaines.

Les notions traditionnelles de pauvret dans nombre de langues locales, comme partout ailleurs dans la rgion, sont fond es sur une association de puissance ou de force et de richesses/moyens d'viter le dnuement ; la pauvret ou *fangtanya* est un manque de force, une impuissance subvenir ses besoins. Ces notions reconnaissent que la perte de pouvoir constitue partout une caract ristique cl de la vuln rabilit ; la pauvret, en tant qu' tat multidimensionnel, ne peut

pas tre diminu e tant qu'il n'y a pas de rem de cette suppression de pouvoir.

Les notions locales de pauvret soulignent le manque d'autodtermination de l'individu, antith se de la mobilit sociale et spatiale. *Tout d'placement est intrins quement jug comme un moyen d'chapper la pauvret et d'acqu rir une certaine prosp r it ; par cons quent, un d'placement implique que l'individu a la capacit de faire quelque chose pour rem dier sa situation*. Quelles sont les implications d'une inaptitude chasser la pauvret en se d'pl ant une fois que tout d'placement devient plus difficile ?

Vue de l'ext rieur, la phase de transition que traverse le Sahel pr sente in vitablement un puzzle d'roulant et contradictoire auquel il manque bien des pi ces.

Raynaud, dans *Sahels : Diversit et dynamiques des relations soci t s-nature* offre une toile de fond o assembler les pi ces par le biais d'une division en plusieurs zones afin d'appr hender des situations sociales/environnementales diverses dans les soci t s de d'part pr coloniales. Au fil des bouleversements du vingti me si cle (fin de la guerre, abolition de l'esclavage, effondrement des rseaux commerciaux, marginalisation des anciens pouvoirs politiques, mon tarisation des conomies, d'veloppement de la migration, changement climatique et essor d'mographique), deux domaines majeurs ont t touch s :

- Les relations fonci res : essor de la notion d'appropriation, privatisation et individualisation. Il merge diff rentes strat gies fonci res. Mais il existe un recentrage fondamental commun des priorit s d'organisation de la production ; anciennement ax es sur le contr le de la main-d'oeuvre, d'sormais de plus en plus domin es par une qu'te de pouvoir sur les terres et sur les moyens de les exploiter et par l'mergence de nouveaux groupes concurrents.
- Les relations de travail : l'mancipation du travail individuel et la lib ration des cadres institutionnels qui garantissaient jadis son

contr le. A partir de l'abolition de l'esclavage, la d'sint'gration des cellules familiales permet aux jeunes de se lib'rer et elle met tout doucement les femmes sur la voie d'une autonomie' conomique relative. Le travail salari' fait son apparition au sein de la communaut' locale ou par le biais de migrations sur des distances plus ou moins longues.

L'asservissement des plus jeunes vis- -vis des plus' g's, des femmes vis- -vis des hommes, qui n'avait jamais' t'mis en doute jusqu' pr'sent, commence' s'ostomper dans la version sahelienne de la grande mutation' et c'est de la place' de nouvelles strates et de nouvelles hi'archies exemptes de toute obligation de r'ciprocit'.

De ce fait, l'cart se creuse lentement entre une minorit' de producteurs ayant quelques perspectives d'avenir et ceux qui ne parviennent pas' surmonter les obstacles auxquels ils sont confront's. Dans cette optique, les crises successives du Sahel au cours des vingt derni'res ann'es ont cr' un processus de s'lection par le biais duquel les plus' vuln'rables sombrent et les plus' forts profitent de leur d'route

Intrins'quement li' cette mutation, vient s'ajouter un nouveau contexte : l'Etat nation. Les relations pr'datrices cr'es par le colonialisme et maintenues voire renforc'es par les nouvelles classes dominantes constituent d'sormais un facteur cl' dans la cr'ation et le maintien de la pauvret'.

Dans un tel cadre, on peut tenter de replacer les observations plus d'taill'es du changement qui sont' notre disposition. A titre d'exemples, on peut citer les travaux de Mortimore et Tiffen sur le S'n'gal et le Niger : un ensemble convaincant de sc'narios, qui remet radicalement en question une strat'gie pr'nant un investissement accr' en ducation, et s'interroge sur le devenir des exploitations agricoles familiales qui ne parviennent pas' s'adapter et' s'int'grer.

Les conclusions pratiques concernant les tendances et les processus

constituent un d'fi pour l'approche analytique des SRP et les processus bud'g'taires qui les accompagnent. Si ce' qu'o nous assistons n'est pas une tradition mais une mutation rapide, nous devons abandonner la notion de d'veloppement en tant qu'intervention visant' introduire un changement dans des soci't's enracin'es dans leurs traditions qui sont responsables de leur stagnation' conomique et mat'rielle. Les agents du d'veloppement ne sont pas les porteurs neutres ou d'sincarn's d'une rationalit' conomique et technique mais bien des acteurs intimement li's aux conflits et aux exigences. Le processus SRP, aussi discordant soit-il de la fa'on dont la pauvret' est v'cue et la politique pratiqu'e au Sahel, ne peut pas' chapper' l'inclusion dans les tentatives visant' d'politiser les choix et les conflits sur les ressources par le biais du d'veloppement'.

ⁱ Brown (2003).

ⁱⁱ Mortimore *et al.* (2001).

ⁱⁱⁱ *L'importance du pastoralisme dans la multiplication des pauvres est une caract'ristique qui distingue la pauvret' en Afrique de maintes autres r'gions du monde.* John Iliffe (1987), p. 65.

^{iv} Comme le constatent Gueye et Toulmin (2003), l'enqu'ete sur la pauvret' entreprise par le Gouvernement du Mali en 1998-1999 a d'bouch' sur une' tonnante conclusion : les familles vivant dans le sud du pays comptaient parmi les plus pauvres. Ceci' tait n' du fait que l'enqu'ete s'tait ax'ee uniquement sur les revenus tir's du coton sans tenir compte des revenus des remises de fonds, du n'goce, du b'tail, de la production fruiti'ere, etc. Les pi'tres d'finitions des concepts sous-jacents et la faiblesse des donn'es se sont alli'es' une partialit' intrins'que (en effet, un score' lev' sur l'chelle d'incidence de la pauvret' est un crit'ere de distribution des fonds d'aide). Les m'nages des zones rurales ont des revenus non agricoles significatifs. La majeure partie des denr'es consomm'es proviennent de la production du m'nage. Les individus sont peu enclins' d'clarer leurs recettes soit au niveau du m'nage soit au niveau personnel, ou' voquer les' rgles familiales qui les contr'olent. Ces' l'ments font de l'approche adopt'ee par l'enqu'ete une base bien pr'caire pour l'laboration d'une strat'gie de r'duction de la pauvret'.

Bibliographie

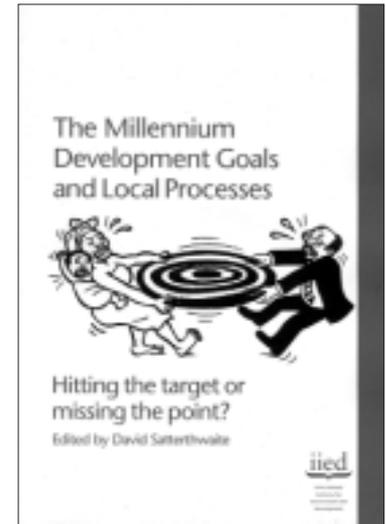
- Brown, David (2003). *Participation in poverty reduction strategies: democracy strengthened — or democracy undermined?* Overseas Development Institute, Londres.
- Hagberg, Sten (2001). *Poverty in Burkina Faso. Representations & Realities*. Uppsala University.
- Iliffe, John (1988). *The African Poor: A History*. African Studies Series no.55, Cambridge University Press.
- Mortimore et al. (2001). *R gion de Diourbel : Synth se*. Drylands Research Working Paper 23f.
- Mortimore et al. (2001). *Synth se sur les volutions long terme dans le d partement de Kano-Maradi, Niger, 1960-2000*. Drylands Research Working Paper 39f.
- Raynaut, Claude (1997). *Sahels. Diversit et dynamiques des relations soci t s/nature*. Karthala, Paris.
- Sen, Amartya (1999). *Development as Freedom*. Knopf.
- Toulmin, Camilla et Bara Gu ye (2003). *Transformations de l agriculture ouest-africaine et r le des exploitations familiales*. Dossier no. 123, IIED, Londres.

Les Objectifs de d veloppement du mill naire et les processus locaux : en voie d tre atteints ?

Les Objectifs de d veloppement du mill naire (ODM) astreignent la communaut internationale une vision large de la r duction de la pauvret et d une croissance favorable aux pauvres, qui inscrit r solument le d veloppement humain au c ũur du progr s conomique et social de tous les pays. Les ODM reconnaissent galemment l importance que rev t la cr ation d un partenariat mondial en faveur du changement, puisque les nations revenu lev doivent r former leurs politiques nationales et internationales ayant trait l agriculture, au commerce et au d veloppement durable ; rehausser l efficacit de leurs programmes d aide et aider les pays pauvres r duire le fardeau de leur dette. De leur c t, les Etats faible revenu doivent s attaquer aux probl mes fondamentaux li s la gouvernance, aux droits et la justice sociale. Dans tous les cas, les pays doivent d terminer leurs propres strat gies et leurs propres orientations, en collaboration avec leurs partenaires mondiaux, pour veiller ce que les pauvres re oivent une quote-part quitable des b n fices du d veloppement.

En sa qualit de membre actif de ce partenariat, l IIED a lanc un programme de recherche, de mise en r seau et de plaidoyer sur les ODM. La r alisation de ces objectifs ambitieux exige davantage d actions et de capacit s au niveau local et une bonne gouvernance.

Ce livret a t r alis pour la conf rence de l IIED intitul e *The Millennium Development Goals: Hitting the Target or Missing the Point?* qui s est tenue Londres en novembre 2003. Pour en savoir plus sur la conf rence et les autres travaux de l IIED concernant les ODM et pour obtenir une copie de ce livret au format PDF, consultez www.meetingthemdgs.org.



Accès aux terres et exclusion des femmes de l'agriculture dans le sud du Niger

Qu'en est-il de l'accès des femmes aux terres lorsque les changements climatiques et l'essor démographique font que les terres agricoles deviennent de plus en plus rares ? La réponse pourra sembler surprenante. Les recherches entreprises dans la région de Maradi au Niger ont démontré un lien inattendu entre le confinement des femmes au foyer du fait de pratiques religieuses et la pénurie de terres.

Ces recherches, effectuées par Marie Monimart et Marthe Doka, se basent sur une série d'études portant sur les femmes pauvres réalisées au cours des cinq dernières années. Les travaux se sont axés sur les femmes Hausa traditionnellement impliquées dans l'agriculture — par l'exploitation de champs appelés *gamana* — afin de couvrir leurs propres besoins et ceux de leur famille.

Changements climatiques, pression démographique croissante et mutations sociales

Au cours des vingt dernières années, on a assisté à une profonde transformation de la répartition des responsabilités au sein des foyers dans la région de Maradi au Niger. Ces changements sont nés de la sécheresse de 1984 et des sécheresses ultérieures moins graves. Les pressions démographiques croissantes ont également entraîné des changements dans les systèmes qui réglementent l'accès aux terres et le contrôle sur les ressources naturelles.

Pression sur les terres agricoles en faveur d'un nouvel équilibre social ?

Depuis la tradition, dans cette région du Niger, les maris, les pouses et les fils âgés de plus de 15 ans ont accès à une parcelle de terre en plus



des grands champs qui sont exploités par le chef de famille. Ces grands champs sont cultivés afin de couvrir les besoins alimentaires de tous les membres du foyer. Les pouses et les jeunes hommes (qu'ils soient célibataires ou mariés) se voient octroyer un accès à des terres dites *gamana* tandis que les jeunes filles travaillent les champs de leurs maris. C'est la première raison à l'origine de l'accès restreint des jeunes femmes aux terres et de leur exclusion de l'agriculture.

Les terres qui étaient confiées aux garçons lorsqu'ils atteignaient leur quinzième année étaient destinées à des cultures non vivrières. Toutefois, du fait des pratiques d'héritage, les grands champs familiaux ont été fragmentés et ne suffisent plus à couvrir les besoins de toute la famille. De ce fait, les champs attribués aux fils et aux pouses sont eux aussi consacrés à des cultures destinées à nourrir la famille.

Les femmes sont exclues de l'agriculture

Tandis que les terres se raréfient, les femmes se trouvent de plus en plus exclues de l'agriculture du fait de la pratique islamique qui les confine au foyer, et ce en réponse aux contraintes imposées en termes :

- de disponibilité des terres
- d'aptitude à intensifier la production.

La pratique qui empêche les femmes de travailler des terres agricoles se propage, notamment à celles des maris n'ayant pas assez de terres pour allouer une parcelle à leur pouce. La claustration des femmes est perçue comme une solution commode face à l'obligation sociale du mari de fournir des terres à sa femme. Ceci dit, les femmes peuvent quand même quitter le domicile pour effectuer des tâches domestiques, sociales ou économiques. La seule restriction concerne le fait qu'elles ne peuvent pas travailler les terres car leur main-d'œuvre n'est plus requise.

La claustration traditionnelle est une expression de richesse, signifiant que le mari est capable de pourvoir aux besoins de sa famille

sans faire appel à la main-d'œuvre de sa femme. Dans le cas de la région de Maradi, il découle toutefois de la pauvreté et d'un manque de terres. Parce que les champs familiaux sont trop petits, les femmes doivent trouver d'autres moyens de soutenir le foyer, par exemple avec des activités génératrices de revenus : vente de beignets, extraction d'huile d'arachide ou autres formes de petit négoce et de services.

Mais ensuite ?

Ces types de changement dans l'accès aux terres soulèvent maintes questions pour les décideurs et les praticiens du développement rural :

- Actuellement, la plupart des activités génératrices de revenus entreprises par les femmes sont basées sur la transformation des produits agricoles. Au vu de leur exclusion croissante de cette activité, quelles sont les autres options ?
- Quel avenir s'offre aux femmes en dehors de leurs communautés, notamment la lumière des restrictions possibles de leur mobilité du fait de leur claustration, du niveau élevé d'illettrisme et du mariage des filles un très jeune âge ?
- Comment l'Etat, la société civile et les projets de développement peuvent-ils relever ces défis ?

Pour davantage d'informations, contacter Marie Monimart (mmonimart@careniger.ne) ou Marthe Doka (doka@intnet.ne).

Décision de la Cour sud-africaine : déposséder les peuples indigènes de leurs terres constitue une discrimination raciale

Le 14 octobre dernier, dans un jugement qui fera date prononcé en faveur des peuples indigènes, la Cour constitutionnelle sud-africaine

a statué que les peuples indigènes avaient des droits de propriété sur leurs terres communautaires mais aussi sur les ressources naturelles qu'elles contiennent et que les lois qui tentaient de les en déposséder constituaient une discrimination raciale.

L'affaire concernait les 3000 membres du peuple Richtersveld habitant dans la Province nord du Cap. Ils appartiennent au sous-groupe nama du peuple Khoikhoi et ont toujours vécu dans la région appelée Richtersveld jusqu'à leur expulsion, dans les années 1950, pour céder la place à une mine de diamants, aujourd'hui aux mains du gouvernement sud-africain. Il y a cinq ans, les Richtersveld intentèrent un procès à l'encontre du gouvernement et de la compagnie minière, afin de faire valoir leurs droits de propriété sur les 85 000 ha de terres et sur les minerais du territoire. Ils furent déboutés de leur demande, firent appel et neurent gain de cause. Mais la compagnie minière décida son tour de se pourvoir en appel. Or cette fois, le jugement du 14 octobre prononcé par la Cour constitutionnelle est définitif et stipule que les peuples indigènes possédant des terres régies par leur propre droit coutumier voient ce droit maintenu, malgré les systèmes juridiques imposés ultérieurement par l'Etat.

Cette décision a des implications majeures pour des pays comme le Botswana, où droits romain et hollandais sont galement en vigueur et où les Bushmen — victimes de longue date de la discrimination des tribus Tswana dominantes — sont aujourd'hui expulsés de leur réserve du Kalahari central. Nombreux sont les Bushmen qui estiment que leur viction vise ultimement ouvrir la voie à une prochaine exploitation de diamants.

Extrait d'un article de *Survival International*.
Pour un complément d'information, contacter
Miriam Ross : mr@survival-international.org



Endiguer le déclin du pastoralisme en Europe

Nombre des problèmes auxquels sont confrontés les pasteurs européens, qu'il s'agisse des bergers transhumants de la Méditerranée ou des éleveurs de rennes de Scandinavie septentrionale, sont comparables à ceux qui affectent la vie des pasteurs dans le monde entier. Même au sein des États membres de l'Union européenne (UE), où la Politique agricole commune (PAC) régule la production, les pasteurs sont fréquemment exclus des mesures de soutien car, le plus souvent, ils :

- travaillent mi-temps/ petite chelle ;
- pratiquent des méthodes de travail intensives qui ne sont pas reconnues par les mesures de soutien ;
- ne sont pas en mesure de satisfaire la réglementation applicable aux systèmes intensifs comme par ex. en matière d'hygiène et de santé ;
- sont mal représentés par les syndicats et les associations agricoles ;
- vivent des races traditionnelles adaptées à l'environnement local qui ne peuvent pas faire concurrence aux races modernes ;
- pratiquent un cycle saisonnier de migration ou de transhumance ;
- sont sans terres : ils louent des terres, partagent des terres communes ou laissent leur bétail paître sur les terres cultivées par des agriculteurs sédentaires.

Cette dernière caractéristique est l'un des facteurs ayant la plus grande incidence sur la sécurité des moyens de subsistance pastoraux en Europe. Nombre de bergers transhumants sans terres dans le sud de la France doivent chaque année conclure des accords verbaux précaires avec des propriétaires fonciers afin d'obtenir des droits de pâturage d'hiver pour leur troupeau. En Roumanie, les bergers transhumants sont souvent victimes de violence physique et perdent toujours une proportion de leur troupeau du fait des pratiques d'extorsion lorsqu'ils tentent de traverser des terres appartenant à des propriétaires privés, des organisations forestières publiques ou des autorités locales (voir plus

loin l'étude de cas sur la Roumanie).

Les terres sont plus productives, les pasteurs ont trouvé place pour eux-mêmes intensifient les méthodes de production. De ce fait, le pastoralisme traditionnel est désormais le plus souvent confiné aux régions reculées où les terres sont trop arides, trop humides ou encore trop abruptes pour être exploitées de façon intensive. Bien souvent, ces régions ne disposent pas des infrastructures nécessaires et sont trop loin des marchés ; ce facteur, associé au caractère peu sûr et mal vu de cette activité, incite les jeunes à trouver d'autres façons de gagner leur vie. Malgré le rôle du pastoralisme comme fournisseur de bénéfices plurifonctionnels, sociaux, économiques et environnementaux (qui satisfait donc aux principes du modèle agricole européen¹), plus de 70 % des subventions agricoles européennes ne sont distribuées qu'à 20 % des agriculteurs — lesquels sont tous des exploitants commerciaux de grande envergure. Bon nombre des pasteurs sont exclus des rares politiques qui pourraient servir à les soutenir. En conséquence, le pastoralisme connaît un rapide déclin, aussi bien en termes de superficie occupée que de répartition et d'image.

Ce déclin constitue une menace pesante pour la biodiversité agricole, laquelle s'est développée parallèlement à la production d'élevage en Europe depuis des milliers d'années. Des habitats sauvages semi-naturels (herbages riches en espèces, prairies de fauche, prairies boisées et landes) dépendent du maintien de pratiques agricoles et pastorales bien intégrées dans l'environnement. De tels systèmes pastoraux haute valeur écologique assurent la conservation de vastes superficies pour la vie sauvage dans de nombreuses régions d'Europe. À lui seul, le massif des Carpates abrite plus de 7 millions d'hectares d'herbages semi-naturels, qui constituent des habitats exceptionnels créés et entretenus par la production d'élevage. Bien que l'étendue actuelle des habitats sauvages pastoraux soit relativement élevée, des recherches ont démontré que 65 des 198 habitats prioritaires de l'Annexe I de la Directive sur les habitats naturels (92/43/CEE) sont menacés par l'intensification, tandis que 26 des habitats de pâturage et 6 habitats de

Problèmes sociaux et abandon de la transhumance comme moyen de subsistance en Roumanie

La Roumanie est l'un des rares pays d'Europe où la transhumance, déplacement saisonnier de moutons sur de longues distances, est encore entreprise à pied. À l'automne, des bergers mènent des troupeaux pouvant compter jusqu'à 1200 bêtes sur des centaines de kilomètres depuis les herbages du massif des Carpates vers les plaines du sud-est ou du nord-ouest du pays. Cette pratique a pour principal motif de trouver du fourrage, en l'occurrence le chaume des terres arables, pour permettre aux moutons de paître durant les mois d'hiver.



Sally Huband

Il n'existe que très peu d'information sur la transhumance sur longues distances telle qu'elle subsiste aujourd'hui mais on considèrerait qu'elle connaît un rapide déclin. En 1997, il était estimé que 4,5 % (moins de 500 000 moutons) du cheptel national était transhumant et l'effectif actuel est jugé être encore plus bas. Ceci traduit en partie le repli récent de la production ovine nationale suite au renversement du régime communiste en 1989 et la suppression ultérieure des subventions sur la laine. Toutefois, de récentes recherches¹ ont également souligné l'influence des problèmes sociaux sur l'abandon des pratiques de transhumance sur de longues distances. Ces difficultés sont abordées ci-dessous en deux grandes catégories qui sont intimement liées :

- **Problèmes inhérents**, liés au caractère ardu de cette activité. Les bergers travaillent sans repos pendant de nombreux mois consécutifs

prairies de fauche sont menacées par l'abandon des pratiques de production pastorale.² Le nombre d'habitats sauvages de l'Annexe I menacés par cet abandon augmentera sensiblement suite à l'imminente accession à l'UE de pays d'Europe centrale et orientale.

Le European Forum on Nature Conservation and Pastoralism (EFNCP)³ s'attache à établir l'équilibre en faveur de mesures de soutien qui privilégient les systèmes pastoraux socio-économiquement marginaux et à haute valeur écologique. Ce réseau paneuropéen réunit agriculteurs, écologistes, conservateurs et responsables politiques ; il s'est récemment impliqué avec sept autres organisations européennes dans le projet PASTORAL financé par la Commission européenne.⁴ Cette initiative a consolidé les connaissances actuelles sur l'état des systèmes pastoraux à haute valeur écologique en Europe et a débouché sur une série de tableaux de notes d'information (disponibles gratuitement sur le site web du projet, voir ci-dessous) afin de sensibiliser l'opinion à l'importance que revêt le pastoralisme en Europe. La note d'information 6 du projet PASTORAL décrit comment les politiques agricoles et agro-environnementales pourraient mieux protéger les éleveurs. Parallèlement à une réflexion stratégique, il est clair qu'il convient de consacrer des ressources au développement et au renforcement des associations pastorales, en tirant aussi parti des expériences des associations pastorales sur d'autres continents. Les éleveurs européens doivent se faire mieux entendre dans les décisions qui affectent leurs moyens d'existence afin d'assurer leur survie et le maintien des multiples bénéfices qui en découlent, au-delà des dix prochaines années.

Pour davantage d'informations, contactez Sally Huband, responsable du projet PASTORAL, : sallyhuband@hotmail.com

1 Voir le site Web de la DG de l'Agriculture de la Commission européenne : http://europa.eu.int/comm/agriculture/faq/q1/index_fr.htm

2 Ostermann, O.P., (1998). The need for management of nature conservation sites designated under Natura 2000. *Journal of Applied Ecology* 35: 968-973.

3 Le site de l'EFNCP propose des informations sur le pastoralisme en Europe : www.efncp.org.

4 Voir www.sac.ac.uk/envsci/external/pastoral/default.htm.

et ne rentrent que rarement dans leur village natal pour y voir leur famille. Leur logis n'est souvent rien de plus qu'une simple cabane en bois ; beaucoup n'ont pas d'abri du tout, même durant les rudes mois d'hiver. L'effort physique requis est très dur et ils risquent d'être blessés lorsqu'ils défendent leurs troupeaux contre les ours. Ils ne touchent pas de retraite et n'ont aucune sécurité pour leur famille s'ils sont blessés ou deviennent invalides. Plusieurs bergers ont expliqué qu'ils adoraient leur métier mais qu'ils le quitteraient s'ils avaient le choix, leur mode de vie étant bien trop difficile.

● Marginalité des pratiques nomades dans l'agriculture et la société roumaines.

Un thème qui revient sans cesse dans les interviews avec les bergers est qu'ils se sentent toujours du mauvais côté de la loi, sans droit ni pouvoir, pour la simple raison qu'ils n'ont pas de terre. Nombre d'entre eux déclinent les difficultés qu'ils trouvent à trouver des terres qu'ils peuvent traverser sans confrontation. La propriété foncière est désormais très fragmentée suite à l'abolition du communisme et la restitution de petites parcelles (10—50 ha) à leurs anciens propriétaires ou leurs descendants. Rares sont les propriétaires qui tolèrent désormais de gros troupeaux de moutons sur leurs terres. Auparavant, les responsables des fermes collectives (et avant la collectivisation, les gros propriétaires privés) encourageaient souvent les troupeaux à venir paître et engraisser leurs champs. Désormais, en cas de conflits liés à la dégradation des terres, des cultures ou des forêts, la police et



Bergers appuyant sur une barrière

Sally Huband

les autorités se prononcent le plus souvent en faveur des propriétaires terriens ou forestiers — qui les bergers sont souvent obligés de verser des sommes exorbitantes en guise de compensation. Plusieurs bergers ont signalé que les propriétaires/forestiers les avaient physiquement attaqués et tous ont indiqué qu'ils devaient faire don de moutons pour pouvoir passer sur les terres.

Certains bergers suggèrent des solutions à leurs problèmes, notamment le marquage de couloirs de terres qu'ils auraient le droit d'emprunter. En cas d'endommagement des cultures par le troupeau, un arbitre indépendant pourrait valuer l'étendue du dommage et fixer un niveau quitte de compensation. Les bergers reconnaissent qu'il leur faudrait, leur tour, respecter les droits des propriétaires. De l'avis général, nul ne veut bénéficier d'un

traitement de faveur de la part du gouvernement — ils souhaitent simplement qu'on les laisse continuer de pratiquer leur activité. De fait, il existe des lois nationales qui ordonnent aux autorités locales de prévoir les conditions requises pour permettre la transhumance mais celles-ci ne sont pas appliquées. Rares sont les bergers qui sont favorables à la création d'associations de pasteurs nomades, car ils sont le plus souvent méfiants envers celles-ci. Les bergers n'accepteraient de rallier ces associations que si les avantages d'une telle participation leur étaient clairement démontrés. Cette réticence envers toute action collective s'explique en grande partie par la collaboration forcée que les Roumains ont dû endurer à l'époque du communisme.

Il est probable qu'au fil de la restructuration du secteur agricole roumain et sous l'effet croissant des mesures mises en place par l'Union européenne, divers aspects de la production ovine nomade finiront par se moderniser. La transhumance — pied sur de longues distances pourrait

¹ Preliminary research into the social aspects of Romanian transhumance (Recherches préliminaires des aspects sociaux de la transhumance en Roumanie) est un projet financé par la British Academy et entrepris par Sally Huband, Annette Mertens et Davy McCracken durant l'été 2003.

bien disparaître comme elle l'a fait dans la plupart des pays d'Europe. Mais, entre-temps, il faut accorder aux bergers la possibilité de continuer d'exercer leur métier sans risque de violence ou d'extorsion. Cela nécessitera sans doute l'application de droits tayés par la loi et des mécanismes de résolution des conflits (y compris des méthodes d'arbitrage) entre les bergers et les propriétaires ou responsables fonciers. La fourniture de meilleurs logements (s'inspirant d'initiatives semblables en France et en Espagne) pourrait également inciter les bergers à rester dans la profession ou à y entrer. Pour mettre en œuvre toutes ces mesures, il est impératif de sensibiliser les décideurs et la société roumaine dans son ensemble à l'importance du pastoralisme. La création d'associations de bergers transhumants a peu de chance de se produire dans un avenir proche, mais si les bergers nomades ne parviennent pas à se faire entendre, ils deviendront de plus en plus marginalisés et perdront le droit de continuer à pratiquer leur activité.

Nous remercions Sally Huband pour ces deux articles. Pour davantage d'informations, vous pouvez la contacter par email : sallyhuband@hotmail.com.

Il est plus facile de redresser un arbre tant qu'il est encore jeune

Les jeunes, surtout le groupe des 15-24 ans, sont particulièrement vulnérables aux risques associés au VIH et au SIDA. Mais ils sont aussi les agents du changement et sont les mieux placés pour mettre un terme à la propagation de l'épidémie ; comme le sous-entend le proverbe cité plus haut, ils sont plus réceptifs aux changements que les personnes plus âgées.

Le VIH/SIDA est bien plus qu'un problème de santé. Il a des ramifications dans tous les secteurs de la vie, y compris l'éducation. Dans les pays d'Afrique australe et orientale où son taux de prévalence est élevé, de nombreux enseignants décèdent ou sont absents car malades eux-mêmes ou devant soigner un parent malade. Or, dans le

même temps, le secteur éducatif de l'Afrique est un outil indispensable de lutte contre l'épidémie. Les enfants et les jeunes adultes ont besoin de savoir dès leur plus jeune âge comment se protéger du VIH/SIDA et comment prendre soin de leurs proches susceptibles.

Bien qu'il y ait différents types de programmes de prévention du VIH/SIDA en Afrique subsaharienne, qui s'adressent spécifiquement aux jeunes, ils s'attachent surtout à enrichir leurs connaissances de la maladie et à les dissuader des pratiques sexuelles à risque. Ils accordent relativement peu d'attention au renforcement de leur aptitude à traduire ces informations en attitudes positives et protectrices qui puissent leur permettre non seulement d'éviter l'infection mais aussi d'aider les tiers, de rejeter la discrimination et de faire face à la réalité de la maladie.

Des travaux novateurs en vue de renforcer les programmes éducatifs existants pour favoriser un changement de comportement chez les enseignants et les étudiants (programmes de compétences vitales) ont été appuyés par le Bureau du développement durable d'USAID Afrique, en association avec les Ministres de l'éducation et d'autres donateurs. Ces travaux ont récemment fait l'objet d'une évaluation afin de déterminer leur efficacité pour renforcer la capacité du secteur éducatif à concevoir, mettre en œuvre, suivre et évaluer les Programmes de compétences vitales en Afrique subsaharienne.

Les résultats de cette étude ont été publiés dans un ouvrage intitulé : *Life skills and HIV education curricula in Africa: methods and evaluations* par Georges Tiendrebogo, Suzanne Meijer, Gary Engleberg. Technical Paper 119, SD Publications series, USAID, 2003.

Vous pouvez télécharger ce livret http://www.dec.org/pdf_docs/PNACT985.pdf ou vous le procurer en écrivant : USAID, Bureau for Africa, Office of Sustainable Development, Division of Human Resources and Democracy, Washington, D.C. 20523-0089, USA.



L. Lartigue/USAID/Gaine



Policy Instruments for Environmental and Natural Resource Management, Thomas Sterner, 2003. Publi par *Resources for the Future*, Washington, DC, USA.

Dans cet ouvrage, Thomas Sterner aborde les aspects théoriques et pratiques de ce qui est fait pour que de bonnes politiques sur les ressources naturelles et environnementales soient élaborées et mises en œuvre dans divers pays, tant d développement qu'en développement. S'appuyant sur des principes économiques et diverses considérations d'ordre socio-politique, le livre débute par un exposé et une analyse des politiques en présence. Vient ensuite un débat très large sur leurs applications existantes et potentielles (pollution, ressources naturelles et transports) dans différents types d'économies.

L'étude des différentes politiques entreprise par Sterner débouche sur un certain nombre d'enseignements de poids pour les analystes, les politiques et les étudiants, savoir :

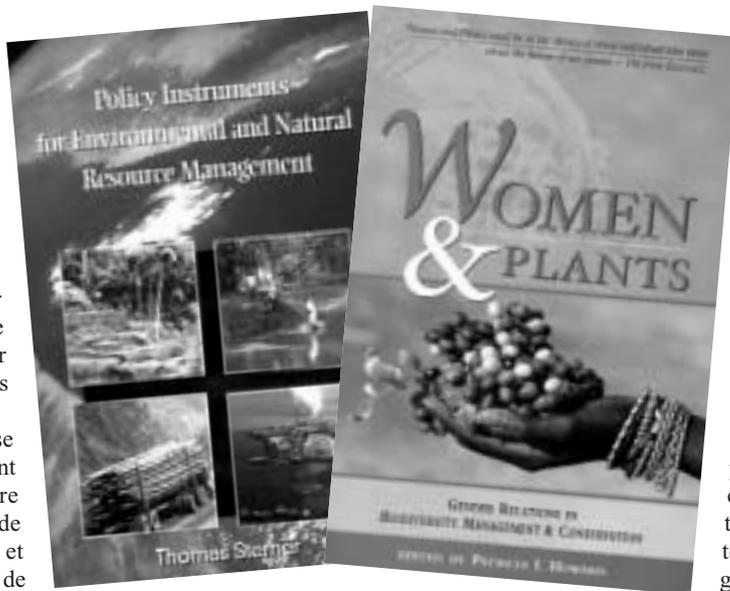
- Les politiques basées sur des incitations soigneusement conçues peuvent être bénéfiques, tant en termes de protection de l'environnement et des ressources naturelles que de

réduction des coûts encourus pour les réaliser. La résistance à ce type d'orientations dans certaines régions du monde, due à des raisons philosophiques ou à un manque d'information, doit être repensée.

- Les politiques basées sur des incitations qui sont mal conçues peuvent être tout aussi inefficaces que les options que leurs partisans tentent de remplacer.
- Aucune politique ne peut arriver grand-

chose en l'absence des capacités institutionnelles, techniques, juridiques et économiques requises et d'un environnement social approprié.

- Pour réussir, les politiques basées sur des incitations et autres doivent être adaptées au contexte social et institutionnel et leur application doit s'accompagner d'un renforcement des capacités. L'analyse et l'expérience enseignent bien des choses mais des recettes miracles ont peu de chance de réussir.



Women & Plants : Gender relations in biodiversity management and conservation, Patricia L. Howard (Ed.), 2003. Publi par *Zed Books*, Londres & New York.

Cet recueil d'études de cas approfondies, pour la plupart non publiées, décrivant des expériences en Amérique Latine, Asie, Afrique, Europe et Amérique du Nord, vise à affiner notre appréciation de l'importance que revêtent les femmes et les relations de genre dans la gestion et la conservation de la biodiversité des plantes. Il vise à faire le point des concepts, des relations et du contexte, tels qu'ils existent aujourd'hui, afin de tenter de clarifier les dimensions de genre relativement inconnues qui



existent dans les relations entre les individus et la flore.

Les contributions manent d'un vaste ventail de disciplines : ethnobotanique, géographie, agronomie, anthropologie, reproduction des plantes, nutrition, économie du développement et tudes sur les femmes. Elles dmontrent en quoi les femmes sont vitales pour la gestion et la conservation des ressources g n tiques des plantes au niveau du foyer, du village et de la communaut et en quoi les relations de genre exercent une grande influence sur la mani re dont la population locale g re la biodiversit . L'acc s continu la biodiversit des plantes rev t une importance vitale pour le statut et le bien- tre des femmes en zones rurales et leurs motivations sont un moteur de premier plan pour contrer les processus d rosion g n tique.

Louvrage aborde les grands domaines suivants :

- Culture, cuisine et conservation
- Relations de genre, droits des femmes et gestion des plantes
- Connaissances des plantes associ es au genre dans la science et la soci t
- Statut et bien- tre des femmes par les plantes
- Perte et conservation de la biodiversit selon le genre.

Les auteurs mettent en exergue des a priori lis au genre apparaissant dans une grande partie de la recherche scientifique, des

orientations politiques et des pratiques de d veloppement contemporaines associ es la gestion de la biodiversit . Ils cherchent contribuer un certain nombre de d bats importants, y compris les facteurs de l rosion g n tique, l'importance du genre dans les syst mes de connaissances ethnobotaniques, les syst mes traditionnels de droits de propri t intellectuelle et leur octroi de droits aux femmes ainsi que la th orie cof ministe et autres d bats sur la nature des relations entre genre et environnement.

***Development Fieldwork: A Practical Guide,* Regina Scheyvens et Donovan Storey (Eds.), 2003. Sage, Londres.**

Que nous soyons chercheurs ou agents du d veloppement, nous avons tous besoin d obtenir des informations de terrain pour r aliser nos travaux : comment les gens gagnent-ils leur vie ? Comment g rent-ils leurs ressources ? Quels sont leurs besoins les plus pressants ? Obtenir ce genre d informations est souvent tr s difficile en raison de contraintes de temps et de budget, de barri res culturelles ou linguistiques ou encore de la complexit de la r alit locale.

Cet ouvrage donne diff rents aper us fort utiles sur les travaux de terrain du d veloppement, de la conception des recherches la r daction de rapports, en passant par la collecte des donn es. Il pr sente une vari t de m thodes et techniques de

recherche, aussi bien qualitatives que quantitatives, et renvoie le lecteur des ouvrages de r frence reconnus. Ainsi, il pr sente au lecteur les concepts d chantillonnage, de collecte et d analyse des donn es, mais il d crit aussi des techniques qualitatives, y compris les outils MARP et l observation des participants.

Le livre fournit galement quelques conseils pr cieus concernant les aspects pratiques des travaux de terrain (obtention des permis de recherche, recrutement d assistants de recherche, etc.) et il se penche sur certaines questions d thique que pose la r alisation de recherches dans les pays en d veloppement.

S il est avant tout destin aux tudians et aux chercheurs sp cialistes des sciences sociales, le livre saura aussi int resser les praticiens du d veloppement qui effectuent des recherches dans le cadre de leurs travaux.

***Ecoagriculture: Strategies to feed the world and save wild biodiversity,* Jeffrey A. McNeely et Sara J. Scherr, 2003. Island Press, Washington.**

Il arrive qu'un ouvrage se d tache de tous les autres consacr s un m me domaine. Celui-ci en est un. C'est un livre de r frence incontournable sur la biodiversit , qui sait en m me temps explorer tous les domaines sociaux, conomiques et techniques o la conservation de la biodiversit est en rapport avec l agriculture et les moyens d existence. Il



ne s'agit pas d'un recueil de chapitres mal assortis, mais d'un traité adroitement travaillé, rédigé par deux autorités mondiales en la matière, qui développent leurs arguments de façon parfaitement cohérente.

Comment concilier le maintien d'une riche biodiversité et le besoin croissant de nourriture associant nos exigences de niveaux de vie toujours plus élevés ? L'ouvrage tente de répondre de telles questions après avoir brossé les grandes lignes de la problématique. Le livre est structuré en trois parties : la premièrenonce le défi, la deuxième nous invite à explorer les possibilités d'intégration de ces objectifs et la troisième pose l'argument en termes d'orientations stratégiques.

La coagriculture, nous expliquent les auteurs, englobe des systèmes d'exploitation des sols *spécialement conçus* pour produire des denrées et fournir des services écosystémiques, tout en assurant des habitats pour la biodiversité sauvage. Leur raisonnement est convaincant : si nous ne nous attaquons pas à l'impact massif de l'agriculture sur les écosystèmes, les autres efforts visant à conserver la biodiversité s'avéreront vains. Afin de démontrer que cette approche est parfaitement réalisable, les auteurs s'appuient dans la deuxième partie du livre sur une toile habilement tissée de 36 études de cas. Parmi les exemples de coagriculture fonctionnant bien, ils citent le programme *Joint Forest Management* (gestion

collective des forêts) en Inde, *Landcare* (protection des terres) en Australie et *Natural Vegetative Strips* (bandes de végétation naturelle) aux Philippines.

Ma seule petite critique concerne le terme même de coagriculture. Avons-nous réellement besoin d'ajouter une autre entrée au lexique sur le foncier déjà impressionnant, qui comprend même depuis peu, de façon plutôt ironique, l'agrobologie ? Les auteurs arguent qu'aucun de ces autres termes n'exprime la biodiversité comme un objectif de libération. Mais ne soyons pas tatillons, il s'agit d'un livre important et facile à lire. En prime, il est extrêmement bien présenté, avec de nombreux tableaux et diagrammes. Courez vite l'acheter !

Haramata remercie William Critchley pour ce compte-rendu.

Plan B: rescuing a planet under stress and a civilisation in trouble. Lester R. Brown. Norton & Co., New York. (www.earth-policy.org)

Si nous laissons les tendances actuelles se perpétuer, l'effondrement de la société et la perte irréversible des systèmes de soutien de la vie de cette planète sont inévitables, peut-être d'ici la fin du siècle, mais en tous cas durant la vie de nos enfants. Sont-ce là les mots de Lester R. Brown, 2003 ? En fait, non : il s'agit d'un extrait du plan de survie Blueprint for Survival, paru dans *The Ecologist* en janvier 1972 et publié en français sous le titre *Changer*

ou disparaître. Mais une telle citation s'inscrirait parfaitement dans la dernière polémique de Lester R. Brown sur l'environnement. Nous reviendrons sur ce point par la suite.

Lester Brown est bien sûr le gourou des activistes internationaux sur l'environnement et ses écrits se caractérisent par une ferveur presque vänglique. Ce dernier ouvrage ne fait pas exception. Son message essentiel se résume ainsi : nous vivons des richesses de la terre plutôt que des intrants qu'elle génère. L'humanité crée une économie bulle qui risque de crever tout moment, moins que nous ne prenions des mesures immédiates. Les réponses de Brown sont à la fois générales et spécifiques. L'une des plus sujettes à controverse est sa proposition de taxe sur les combustibles. Très bien dans le cas des nations opulentes qui lapent le gazole avec frénésie, mais quel en serait l'effet sur les nations pauvres en passe d'industrialisation ?

Le livre est parsemé de faits, de chiffres, illustré d'images poignantes de déserts qui avancent et de vagues de réfugiés de l'environnement. Il est facile de s'offusquer face au style péremptoire de Brown, et certaines de ses solutions irrealistes. Par exemple, il affirme que : *face à l'érosion du sol, nous n'avons pas d'autre choix que de réduire la perte à un taux inférieur ou égal au taux de formation du sol*, ce qui première vue semble fort noble mais risquerait



d entra ner la faillite de millions de petits agriculteurs africains.

Nanmoins, la majeure partie du tableau qu il brosse de l avenir du monde met mal l aise et sert de v ritable signal d alarme. S agissant des ressources en eau, l une de ses principales pr occupations concerne l appauvrissement des eaux souterraines des fins d irrigation. *Plus de 25 % de la r colte c r ali re de l Inde est peut- tre fond e sur un surpompage des nappes aquifres* pr vient-il. Quelles solutions pr ne-t-il ? a) une politique des prix plus raliste, b) une am lioration de l efficacit des syst mes d irrigation, c) le renforcement des associations locales d utilisation d eau, d) la promotion de la collecte des eaux de pluie, et e) l augmentation de la productivit de l eau en dehors du contexte agricole : par exemple des toilettes sans chasse d eau en Inde. Difficile de r futer de tels arguments.

Mais revenons sur la citation tir e de *Changer ou dispara tre* il y a une trentaine d ann es. De toute vidence, le monde ne s est pas effondr la fin du si cle dernier. Et nos enfants grandissent-ils vraiment sur une plan te encore plus tendue et au sein d une civilisation en pleine crise comme l voque le titre de l ouvrage ? La question est la suivante : le progr s intervient-il cause ou en d pit de tels plaidoyers sur lenvironnement ? Au risque de faire montre d un exc s de prudence,



reconnaissons que, quoi que l on puisse penser du ton adopt ou du raisonnement avanc , quelqu un se doit de sonner l alarme.

Haramata remercie William Critchley pour ce compte-rendu.

***Rangelands of the arid and semi-arid zones in Uzbekistan.* Gintzburger G., Toderich K.N., Mardonov B.K. et Mahmudov M., 2003. CIRAD, France et ICARDA, Syrie.**

Cet ouvrage constitue une mine d informations sur les rgions arides et semi-arides m connues d Asie centrale apr s la chute du r gime sovi tique. Il est abondamment illustr et pr sente un panorama de la biodiversit des zones arides et semi-arides d Ouzb kistan : climatologie, flore, cologie, propri ts des p turages, utilisation et techniques de r habilitation des parcours d grad s. Il d crit galement la localisation, les caract ristiques cologiques, la faune et la flore des r serves et parcs naturels de ce pays. Il comporte en outre de nombreuses r f rences la v g tation des pays voisins d Asie centrale et de zones m diterran ennes arides et semi-arides.

Vous pouvez vous procurer cet ouvrage en contactant : La Librairie du CIRAD, TA 283/04, Avenue d Agropolis, 34398 Montpellier cedex 5, France. Fax : +33 467 61 55 47. Email : librairie@cirad.fr. Site web : www.cirad.fr

RESSOURCES

Prendre le savoir autochtone au s rieux

Compas (Comparing and Supporting Endogenous Development) est un r seau international qui s attache appr hender la

diversit des connaissances des populations rurales et promouvoir un dialogue interculturel sur les connaissances et l apprentissage autochtones. Le magazine du r seau, Compas Magazine, est une v ritable tribune d changes pour l valuation des m thodes de terrain et des approches participatives. Un excellent outil de motivation pour inciter les chercheurs et les praticiens du d veloppement prendre les connaissances autochtones au s rieux !



Pour en savoir plus, contacter : compas@etcnl.nl

Gestion des ressources zoog n tiques

Les agriculteurs, en leur qualit de gardiens des ressources g n tiques des animaux de la ferme, semblent les mieux plac s pour g rer ces ressources d une mani re durable. Ce que

cela implique en termes pratiques pour les programmes et politiques de développement est souvent beaucoup moins clair. En 2001, un atelier organisé par GTZ, la SADC, la FAO, CTA et le PNUD a réuni des chercheurs, des agents des services techniques et des ONG afin d'envisager comment promouvoir la gestion communautaire des ressources zoologiques en Afrique australe et ailleurs. Le compte rendu de l'atelier est disponible au public, de même que divers documents sur les ressources zoologiques et l'agrobiodiversité qui peuvent être consultés en tapant www.gtz.de/agrobiodiv/

Community-Based Management of Animal Genetic Resources — Compte rendu de l'atelier organisé Mbabane, Swaziland, du 7 au 11 mai 2001. GTZ, SADC, FAO, CTA et PNUD, 2003.

La société civile et le SMDD

Une pléthore de documents a été produite par maintes organisations durant les préparatifs du SMDD. Associations commerciales, syndicats, ONG, organisations de femmes, groupes de jeunes et bien d'autres ont laboré des comptes rendus d'activités, des évaluations des performances de leur gouvernement, etc.

Dans le bulletin *Haramata No. 42* nous demandons nos lecteurs d'envoyer leurs documents à IIED qui, en collaboration avec ANPED (Northern Alliance for Sustainability), a préparé un CD-ROM qui contient un recueil

exhaustif de documents en anglais, espagnol et français, non tant les priorités et les contributions de la société civile au SMDD.

Le CD-ROM a été transmis toutes les organisations agraires auprès du SMDD. Il est aussi disponible sur un site web : <http://www.wssd-and-civil-society.org>

Pastoralisme en Érythrée

Understanding the indigenous knowledge and information systems of pastoralists in Eritrea, rédigé par A. Dinucci et Z. Fre et publié par la FAO en 2003, présente les résultats d'une étude qui analyse les connaissances et les systèmes d'information indigènes du peuple Beni Amer, un groupe de pasteurs semi-sédentaires en Érythrée. Préparé avec le concours de la Faculté d'Agriculture de l'Université Prouse en Italie et PENHA (Pastoral and Environmental Network in the Horn of Africa), l'étude met en exergue non seulement les informations techniques que possèdent les pasteurs sur leurs systèmes de subsistance mais aussi les valeurs et les croyances qui soutiennent ces connaissances. L'étude replace les pratiques locales dans leur contexte et leur donne un sens, en fonction des priorités de la population locale ; ce titre, elle offre un référentiel incontournable sur lequel appuyer toute intervention future de développement.

L'ouvrage est gratuit et vous pouvez en

obtenir une copie en écrivant la FAO, Viale delle Terme di Caracalla, 00100 Rome, Italie, ou en envoyant un email : sdre@fao.org.

Appel contributions

Recueil de textes sur la diversité bioculturelle

Terralingua, une organisation internationale but non lucratif fondée par un groupe d'experts en anthropologie, linguistique, conservation de la biodiversité et droits de l'homme, cherche à collaborer avec des praticiens de la conservation de la diversité bioculturelle afin de rassembler des informations pour un recueil de textes intitulé *Global Sourcebook on Biocultural Diversity*. Cet ouvrage, qui sera disponible sous format papier et électronique, constituera la première source d'informations d'envergure mondiale dans ce domaine.

La disparition de langues, de pratiques culturelles et de connaissances écologiques indigènes reflète la dégradation des relations entre les hommes et leur environnement. La recherche de solutions doit nécessairement passer par la reconnaissance du lien entre la diversité culturelle et la diversité biologique.

Terralingua a besoin de contributions pour son étude des programmes et initiatives sur la diversité bioculturelle, étude qui constituera la base d'une classification de ces activités travers le monde. À partir de partenariats et de



collectes d'informations ultérieures, certains projets seront sélectionnés comme tant des modèles soutenant la diversité bioculturelle, mettant tout particulièrement en exergue des anecdotes locales vues par les personnes impliquées. Une réflexion sur les bonnes pratiques et les leçons apprises permettra d'orienter les futurs efforts visant à maintenir et restaurer la diversité bioculturelle.

Ce recueil de textes constituera un atout considérable, permettant d'élargir l'horizon du domaine de la conservation et de développer un réseau de personnes impliquées dans ces questions.

Le questionnaire et d'autres informations sont disponibles sur le web www.terralingua.org ou en contactant Ellen Woodley : Ewoodley@uoguelph.ca

Appel communications

International Journal of Agricultural Resources, Governance, and Ecology (IJARGE). Numéro spécial, 2004.

Un numéro spécial de IJARGE vise rassembler un ensemble d'études théoriques et/ou empiriques de haut calibre sur les changements institutionnels dans les systèmes d'innovation agricoles.

Un appel communications est lancé sur les thèmes suivants relatifs aux systèmes d'innovation agricole (SIA) dans les pays en voie de développement :

- structures (alliances stratégiques et liens

organisationnels, mécanismes utilisés pour renforcer les liens) et nouvelles priorités des SIA (1 heure d'une libéralisation et d'une mondialisation accrues ;

- fonctionnement des systèmes de recherche agricole au niveau national et régional, et contraintes pesant sur ces systèmes ;
- lier la recherche agricole et les politiques d'innovation aux politiques plus vastes dans les domaines de la science et de la technologie, plus particulièrement aux politiques de recherche et développement ;
- implications de la perspective des SIA au niveau des politiques publiques et des partenariats entre public et privé ;
- changements réglementaires, politiques et organisationnels permettant de tirer profit des nouvelles technologies (biotechnologie et technologie de l'information et de la communication) et de promouvoir une circulation efficace de l'information au sein des SIA ;
- complémentarités, au sein des SIA, des changements institutionnels et technologiques.

Pour davantage d'informations, consulter www.isnar.cgiar.org ou contacter Dr. Tugrul Temel, International Service for National Agricultural Research, Laan van Nieuw Oost Indie 133, 2593 BM, La Hague, Pays-Bas. T1 : + (3170) 349 6117. Fax : + (3170) 381 9677. Vous pouvez également soumettre votre communication par email : t.temel@cgiar.org.

Date limite de soumission : 30 mai 2004.



est publié par l'Institut International pour l'Environnement et le Développement (IIED)
3 Endsleigh Street,
Londres WC1H 0DD, R.U.
Tél : (+44 20) 7388 2117
Fax : (+44 20) 7388 2826
Courriel : drylands@iied.org
<http://www.iied.org>

Editorial : Nigel Cross

Comité éditorial :

Ced Hesse	Thea Hillhorst
Bara Guèye	Nicole Kenton
Christèle Riou	Marie Jaecky
Lorenzo Cotula	Su Fei Tan

Traduction : Tradwise Plus Ltd

Production : Bridget Tisdall

Impression : Russell Press,
Nottingham

Haramata est reconnaissant
du soutien financier du
Ministère danois des
Affaires Étrangères

ISSN 0964-6973

IIED est une association à but non lucratif
dont le N° d'enregistrement est 800066.



MOVING WITH THE TIMES



Une vidéo consacrée aux défis du pastoralisme en Ethiopie

Moving with the Times est une vidéo qui explore les réalités auxquelles sont confrontés deux groupes de pasteurs dans les zones arides de l'Ethiopie : les Boranas dans le sud et les Afars dans le nord-est. Elle a été produite par SOS Sahel International (UK), qui travaille dans la zone Borana, avec le concours de FARM Africa qui œuvre dans la région Afar, mais les questions soulevées intéressent tous les

pasteurs d'Ethiopie et d'Afrique subsaharienne.

En Ethiopie, plusieurs millions de pasteurs transforment de vastes plaines arides et semi-arides en terres économiquement et écologiquement productives. Dans la vidéo, les Boranas et les Afars décrivent comment ils ont survécu dans leurs environnements rudes, comment ils font face au changement et abordent les défis auxquels ils sont confrontés.

Le but de la vidéo est d'informer et de piquer l'intérêt des éleveurs, des personnes qui travaillent avec les communautés rurales et les pasteurs en Ethiopie et dans tout le Sahel. Elle ne livre pas de réponses toutes faites mais entend provoquer un débat tout en refusant certaines des idées préconçues les plus communes concernant le pastoralisme en Afrique.

Dans l'ensemble des zones arides de l'Ethiopie, de graves sécheresses ont entravé la reconstitution du cheptel et les terres à la disposition des pasteurs ne cessent de diminuer. Les bas-fonds et les forêts, qui constituent les ressources traditionnelles de la saison sèche, sont désormais consacrés à l'agriculture. Or ceci se produit alors même que de plus en plus de études scientifiques montrent qu'un système pastoral fondé sur la mobilité, la flexibilité et un accès réciproque aux ressources constitue la meilleure stratégie dans un environnement où les précipitations sont capricieuses. Ce type de recherche est souvent critiqué

comme une nouvelle façon de penser, mais n'offre rien de nouveau pour les pasteurs. Actuellement, le défi consiste à trouver des moyens de faire apprécier les systèmes pastoraux et leur logique aux agents du développement et aux décideurs.

La mobilité est un aspect fondamental du mode de vie pastoral. Dans les zones arides éthiopiennes, les précipitations sont rares et imprévisibles. Les pasteurs déplacent régulièrement leur troupeau vers de nouvelles terres une fois toute l'herbe broutée, ce qui évite le surpâturage et réduit les risques de voir s'éroder la productivité des terres non pâturées. Les bêtes ont aussi besoin d'eau. Comme il est souvent plus facile de contrôler l'accès à l'eau plutôt qu'une vaste aire de pâturage, on arrive durant la saison sèche à limiter le nombre et le type d'animaux qui engraisseront les pâturages environnants.

Dans cette vidéo, les Boranas et les Afars d'Ethiopie identifient les principaux changements en termes d'exploitation des sols qui restreignent leur mobilité :

- Des projets d'irrigation ont occupé des pâturages et bloqué l'accès à l'eau dans la région Afar.
- L'invasion par les broussailles dans la région Afar a détruit les terres herbeuses et les arbres fourragers et rendu leur reconversion en pâturages quasiment impossible.
- Des ranchs de grande envergure ont occupé certaines des terres les plus productives des régions Borana et Afar.
- L'agriculture à petite échelle, notamment dans la région de Borana, a de plus en plus empiété sur les fonds de vallée fertiles dont dépendent les pasteurs lors de la saison sèche.
- Les réserves sauvages dans la région Afar ont également bloqué l'accès aux pâturages et aux points d'eau.

Pour en savoir plus, veuillez contacter SOS Sahel Ethiopie, PO Box 3262, Addis Abeba, Ethiopie. Tl. : + 251 1 627492. Fax : + 251 1 613744. Email : sos.sahel@telecom.net.et